

# Que savait-on des camps de la mort communistes ?

Soljénitsyne nous a fait connaître, par son *Archipel du Goulag*, les camps de la mort soviétiques, qui ont fait des dizaines de millions de victimes. Mais, avant lui, pouvait-on connaître cette tragique réalité ? Et que penser de ceux qui, la connaissant de fait, n'en ont rien dit ? Ne sont-ils pas les complices du plus formidable crime de toute l'Histoire ?

En France, la publication de *L'Archipel du Goulag* (tome I paru en français en juin 1974) entraîne un véritable séisme intellectuel. Les éditions du Seuil en vendront 700 000 exemplaires.

Aucun pays d'Occident ne fait un tel triomphe à l'écrivain russe. Des révisions déchirantes ont lieu, notamment parmi les intellectuels de gauche.

C'est le règne des « nouveaux philosophes ». André Glucksmann, ancien communiste et maoïste, s'appuie sur Soljénitsyne pour contester le marxisme-léninisme.

Cette importance décisive de Soljénitsyne et de son *Archipel* dans la destruction du mythe soviétique en France ne doit cependant pas dissimuler une autre question : « Que savait-on ? » Et, si l'on savait, ceux qui ont laissé faire, ceux qui n'ont rien dit, ceux qui n'ont pas dénoncé les crimes ne sont-ils pas coupables ?

Cette question, on ne cesse de nous la poser à propos des persécutions ayant accompagné la Seconde Guerre mondiale. C'est tous les jours que, dans les médias, on dénonce la génération des années 30-40 pour n'avoir rien dit, pour avoir laissé faire, pour avoir été complice par son silence et sa lâcheté...

## Que savait-on avant 1974 ?

En revanche, on accepte très facilement de n'avoir découvert l'horreur des camps de la mort soviétiques qu'en 1974, soit presque soixante ans après leur création. La question est

donc : avant *L'Archipel du Goulag*, pouvait-on connaître les crimes du communisme ?

Pour ne pas nous empêtrer dans des recherches bibliographiques trop complexes, nous avons sollicité le témoignage d'un adolescent de notre connaissance, qui n'avait pas seize ans lors de la parution du premier tome de *L'Archipel*. Au début de l'année 1974, que peut-il savoir, que sait-il en fait sur les crimes du communisme ?

Cet adolescent n'est pas élevé dans une famille qui s'intéresse à la politique. Il n'a pas accès à une bibliothèque familiale, scolaire ou publique comportant des ouvrages sur le communisme. Il vit dans une municipalité dirigée par les communistes, dans un département dirigé par les communistes, et ses instituteurs vendent chaque dimanche matin *L'Humanité dimanche*.

Au départ, donc, un jeune Français comme un autre, banal et ignorant. Cependant, depuis l'âge de treize ans, quand d'autres s'intéressent au football ou à la musique, sa curiosité le pousse vers la Russie et sa littérature. Il ne peut donc que rencontrer le problème du communisme : que penser de celui-ci ?

## Une bibliothèque sur le communisme

Pour se constituer une bibliothèque à peu de frais, cet adolescent fréquente des bouquinistes de quartier, qui vendent à un prix dérisoire des livres de poche dépenaillés et des rebuts de l'édition. C'est donc là qu'il fouille pour trouver des ouvrages sur la Russie et, de fil en aiguille, sur les crimes du communisme.

Au moment où paraît le premier volume de *L'Archipel*, il a rassemblé quinze ouvrages sur le sujet (valeur d'achat : moins de cinquante francs de l'époque). Comme les ouvrages qui échouent chez les bouquinistes sont, en général, des titres ayant connu une relative diffusion, on peut dire sans se tromper que les hommes des générations précédentes ont pu accéder sans difficulté à ces livres.

L'ouvrage le plus ancien date toutefois d'après la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit du best-seller d'Arthur Koestler, *Le zéro*

*et l'infini* (Calmann-Levy, 1946), évocation romanesque mais très fidèle (par un auteur marqué à gauche) des « Procès de Moscou » tenus juste avant guerre à l'encontre de dignitaires du régime communiste.

Paru en 1947 aux éditions du Monde nouveau, un récit de Michel Koriakoff intitulé *Je me mets hors la loi* explique en sous-titre « Pourquoi je ne rentre pas en Russie soviétique ». L'auteur est un officier de l'Armée rouge, correspondant de guerre puis directeur du journal *Nouvelles de la Patrie* à l'ambassade soviétique à Paris.

Le célèbre ouvrage du fonctionnaire soviétique V.-A. Kravchenko, *J'ai choisi la liberté*, a été trouvé dans une version « condensée » de 1948, aux éditions Self.

L'un des livres les plus intéressants de la collection de notre adolescent est paru chez Gallimard en 1950, sous le titre *J'ai perdu la foi à Moscou*. Son auteur, Enrique Castro Delgado, communiste espagnol, haut responsable militaire dans les rangs des Républicains, envoyé du Parti communiste espagnol en Union soviétique, agent du Komintern, réussit à quitter la Russie peu après la guerre. Sa conclusion est éloquente : « Le socialisme... un immense camp de concentration ».

## La soviétisation de l'Europe de l'Est

Après la guerre, l'Europe de l'Est entre dans la sphère soviétique. En 1950, un livre de Sylvio Marino en témoigne pour la Roumanie, sous le titre *Le rideau de fer tombe*, publié par Arthème Fayard. L'auteur, un ingénieur roumain formé en France, y décrit la soviétisation forcée de la société roumaine. L'année suivante, aux éditions Paix et Liberté, un témoignage parallèle de Petrovics-Béla intitulé *J'ai échappé aux Rouges* décrit la communisation de la Hongrie. L'auteur, membre du Parti communiste hongrois, journaliste au quotidien communiste *Friss Ujsag*, a quitté la Hongrie en 1950.

C'est en 1951, également, que paraît un document capital, *Le procès des camps de concentration soviétiques*. En 1949, David Rousset, ancien déporté dans les camps allemands, affirme l'existence en Russie d'un système concentrationnaire. La revue

communiste *Les Lettres françaises* l'accuse de faux et d'usage de faux. Rousset intente un procès en diffamation, qui se déroule à Paris et a un retentissement énorme.

Les textes judiciaires soviétiques sont décortiqués, puis Rousset fait comparaître dix témoins majeurs, tous fortement engagés à gauche, tous victimes des déportations soviétiques, qui apportent des témoignages extrêmement précis et circonstanciés. *Les Lettres françaises*, incapables de répondre, sont lourdement condamnées en 1950. L'ouvrage, publié par Dominique Walper, reprend les sténographies du procès.

Les ouvrages précédents se sont succédé presque chaque année depuis la guerre. Puis, curieusement, sans qu'on puisse en donner d'explication rationnelle, on constate un trou de quinze ans dans la bibliographie recueillie par notre adolescent. On n'y trouve, en particulier, aucun document d'époque sur la crise hongroise de 1956. L'ouvrage suivant consiste donc en une forte brochure publiée en 1965 par le Foyer Oriental Chrétien de Bruxelles, sur *La situation religieuse en URSS*. Celle-ci étudie de manière extrêmement précise, à partir des textes et statistiques soviétiques officiels, la propagande, l'action et la persécution antireligieuses en Union soviétique.

## La terreur psychiatrique

C'est en 1966, chez Plon, que paraît sans doute le plus extraordinaire ouvrage de cette petite collection : le témoignage de l'écrivain Valery Tarsis intitulé *Salle 7*. Il s'agit tout simplement, des années avant que les bonnes âmes occidentales de gauche ne s'en émeuvent, de la description de l'utilisation des asiles psychiatriques pour détruire mentalement les dissidents.

1967 voit l'arrivée, sous l'égide du Seuil et de Paris Match, du témoin irrécusable, par la publication de *Vingt lettres à un ami*, de Svetlana Alliluyeva, l'un des trois enfants de Staline. Elle décrit de l'intérieur les plus hautes sphères du régime, avec leur cortège d'arrestations, de condamnations et de disparitions.

Enfin, en avril 1973, le bulletin Aide à l'Église en détresse reproduit un article très documenté intitulé « Enterrés vivants

dans les hôpitaux-prisons soviétiques », paru dans la revue *Études* de novembre 1971 et fondé sur le dossier rendu public en mars 1971 par le comité international de défense de Vladimir Boukovky. Il s'agit encore de l'utilisation criminelle des hôpitaux psychiatriques par le système soviétique.

### « Le phare de la pensée mondiale »

Tous ces ouvrages concernent l'Union soviétique. Mais, durant le même temps, la Chine devient communiste sous le joug de Mao Zedong, cet homme que le Président Giscard d'Estaing qualifiera sans pudeur, au moment de sa mort en 1976, de « phare de la pensée mondiale ».

Notre adolescent, poussé par une légitime curiosité parallèle, a recueilli quatre ouvrages sur ce thème. Il s'agit de la première période de la République populaire, et un peu de la « Campagne des cent fleurs », mais avant le « Grand bond en avant » (1958) et la « Révolution culturelle » (1966) qui entraîneront pour leur part des dizaines de millions de morts (notamment par la famine) et une catastrophe humaine sans équivalent.

En 1952, chez Casterman, le père F. Dufay, des Missions Étrangères de Paris, fait paraître *En Chine, l'étoile contre la croix*, qui synthétise le témoignage de plus de cent cinquante missionnaires confrontés aux persécutions de l'ère maoïste. L'année suivante, Rémy, héros de la Résistance, publie chez Arthème Fayard *Pourpre des martyrs*, également consacré à la persécution de l'Église par les communistes chinois. En 1956, Jean Guettier, ancien missionnaire en Chine, propose aux Nouvelles Éditions Latines un roman sur la persécution religieuse chinoise, intitulé *Terreur sur le monde*.

Sept ans plus tard, c'est un témoignage plus général sur la Chine maoïste qui nous est offert par *Je suis un échappé de la Chine rouge* de Robert Loh. Ce dernier, revenu des États-Unis (où il était étudiant) à Shanghai pour participer à la construction de la Chine nouvelle, devient un homme assez important de l'organisation

communiste, avant de reconnaître l'inhumanité absolue du régime et de prendre la décision de fuir.

Notre adolescent a donc rassemblé en moins de trois ans, sans difficulté, quinze ouvrages. Il s'agit, pour la plupart, de témoignages personnels et circonstanciés, en des lieux divers et à des dates échelonnées dans le temps. Ces témoins directs sont, pour leur plus grande part, des hommes de gauche, nettement favorables (au début) au communisme, voire communistes actifs eux-mêmes.

### **Ceux qui n'ont rien dit furent complices**

Par ailleurs, ces quinze ouvrages ne représentent que la partie émergée de l'iceberg. Dans *Le procès des camps de concentration soviétiques* est publiée une bibliographie en français sur le système concentrationnaire communiste. Cette bibliographie comporte vingt-trois titres (mais les auteurs signalent que cette liste est très lacunaire). Or, un seul (l'ouvrage de Delgado) est commun avec les ouvrages rassemblés par notre adolescent : c'est donc au moins à trente-cinq ouvrages d'information sur le système pénitentiaire soviétique que le lecteur du temps pouvait accéder assez aisément.

Il était donc possible de savoir. Allons plus loin : si un adolescent a pu rassembler en si peu de mois, et de la manière la plus simple, quinze ouvrages donnant toutes les preuves nécessaires, c'est qu'il était facile de savoir. Les communistes affichés et encartés, mais aussi les « progressistes », les « compagnons de route », les « combattants de la paix », tous ces intellectuels de gauche qui ont gardé le silence pendant tant d'années sur les crimes communistes, l'ont fait, soit en pleine connaissance de cause, soit par une ignorance volontaire. Dans les deux cas, ils sont complices de ces crimes pour n'avoir rien dit, ils sont responsables à leur niveau des millions de morts du communisme, ils en sont coupables.